



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

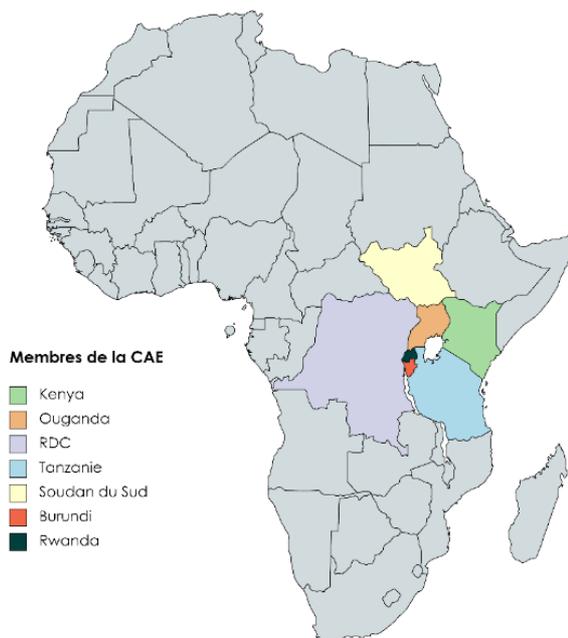
# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

12 Avril 2022

## La République Démocratique du Congo est officiellement membre de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est depuis le 29 mars 2022

Après avoir demandé son adhésion en 2019, la RDC est depuis le 29 mars dernier le septième membre de la CAE, aux côtés du Burundi, du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda, du Soudan du Sud et de la Tanzanie. Pour rappel, la CAE, fondée en 2000, prévoit une union douanière, la libre circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services et à terme une monnaie unique et une plus grande intégration politique. L'arrivée de la RDC s'est également accompagnée de l'approbation du français comme langue officielle de la CAE, au même titre que l'anglais et le kiswahili. L'intégration à la RDC ajoutera un marché de près de 90 millions de personnes à la CAE qui en compte aujourd'hui 193 millions, tandis que plusieurs projets d'infrastructures cherchant à renforcer les *corridors* logistiques entre l'Est du pays et la CAE sont aujourd'hui en cours et devraient permettre de faciliter les échanges. En effet, si les échanges économiques entre la RDC et la CAE sont pour le moment mineurs puisque la CAE ne fournit que 3,2 % des importations de la RDC et n'est destinataire que de 11,5 % des exportations congolaises, ils devraient se renforcer à l'avenir. Des difficultés apparaissent cependant puisque la RDC est également membre de nombreuses communautés économiques régionales africaines (CER), ce qui pourrait complexifier la mise en application des réglementations de la CAE pouvant être en contradiction avec les mesures déjà en place dans les cadres des CER.



## 🍷 Burundi

### Nouveau plan-cadre de coopération pour le développement durable du Burundi

Un nouveau plan-cadre de coopération des Nations-Unies pour le développement durable du Burundi sera signé le 15 juillet prochain. Ce lundi 11 avril, le processus de préparation de ce plan-cadre a été lancé en présence des représentants du gouvernement, de l'équipe-pays des Nations-Unies, la société civile, les organisations multilatérales régionales et internationales, parmi d'autres partenaires. D'après le ministre des Affaires étrangères, le plan-cadre devra intervenir dans les secteurs suivants: agriculture et élevage, infrastructures socioéconomiques, emploi des jeunes et industrialisation, santé publique, protection sociale, et le changement climatique. Ce plan, qui s'étend sur 5 ans et qui doit aussi s'aligner sur le Plan national de développement 2018-2027 et le Programme national de capitalisation de la paix (PNCP), va apporter des solutions concrètes aux réels défis auxquels fait face le pays. Ce plan-cadre se base sur six principes : durabilité, résilience, droits de l'Homme, égalité des sexes, redevabilité et ne laisser personne de côté.

## 🍷 Comores

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Djibouti

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Erythrée

### Relégation au niveau de chargé d'affaires de la mission diplomatique Érythrée

L'Érythrée aurait relégué sa mission diplomatique en Éthiopie au rang de chargé d'affaires, début avril. Après la signature d'un « accord de paix et de fraternité » en juillet 2018 avec l'Éthiopie, les relations entre les deux pays avaient repris. Cela s'était traduit par l'établissement d'une mission diplomatique en Éthiopie en plus d'autres mesures (réouverture de lignes aériennes, possibilité pour l'Éthiopie d'utiliser les ports érythréens, remise en place des télécommunications). Les deux pays n'ont pas fait de déclaration publique à ce sujet. Selon la presse, les perspectives de négociation du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed avec le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) auraient déclenché des spéculations sur une éventuelle rupture avec les dirigeants érythréens.

## 🍷 Ethiopie

### 2,52 Mds USD de recettes générées par les exportations sur les 8 derniers mois

Les exportations de l'Éthiopie ont généré 2,52 Mds USD de recettes sur les 8 derniers mois de l'année fiscale 2021/22. Ces résultats sont en hausse (+ 20 %) par rapport à la même période l'année dernière (2,02 Mds USD) mais en deçà (-9 %) de l'objectif (2,77 Mds USD). Le secteur agricole représente la majorité des recettes (69 % ; 1,75 Mds USD), du secteur industriel (13 % ; 321 MUSD), suivi d'autres postes d'exportation dont les mines (15 % ; 389 MUSD). Malgré des exportations en hausse (+ 21 % entre 2019/20 et 2020/21), l'Éthiopie peine à augmenter sa base

exportatrice et demeure en déficit commercial (-11 MdsUSD en 2020/21). Dans un contexte aggravé par le conflit dans le Tigré et le Covid-19, l'économie éthiopienne connaît une pénurie structurelle de devises qui paralyse le bon fonctionnement du secteur privé et entraîne des taux d'inflation les plus élevés depuis une décennie (34 % en février en g.a.).

## Révision à la hausse des prix planchers à l'export de fleurs coupées

La Banque centrale a augmenté le prix de vente plancher (+ 16 %) pour les fleurs coupées destinées à l'exportation. Si ce changement ne représente que quelques centimes de différence sur la vente au kilo de ces fleurs (3,6 USD/kg à 4,2 USD/kg), les horticulteurs qui n'ont pas été consultés ont exprimé leur mécontentement et sont en cours de négociations avec la Banque centrale et le ministère de l'Agriculture. Cette nouvelle directive s'ajoute à la celle sur la rétention des devises (qui impose la cession de 70 % des revenus en devises à la Banque Centrale) qui a durement touché les horticulteurs fortement dépendants d'importations d'intrants de l'étranger.

## Kenya

### Le CEO de Rubis accusé d'être responsable de la pénurie de carburant dans le pays a été expulsé

Accusé de « sabotage économique » par les autorités, alors que le Kenya connaît des pénuries d'essence depuis mars et des files d'attente dans les stations-services qui servent encore. Cette situation est liée aux conséquences de la guerre en Ukraine, qui a vu fortement augmenter le prix des hydrocarbures dans le monde et à un système de fixation de prix des carburants au Kenya et de fond de

compensation, qui ne permet pas d'intégrer les hausses du marché mondial les plus récentes. Faut de trésorerie suffisante pour absorber les hausses de coûts, les petits distributeurs ont progressivement fermé leurs stations en mars. Les quatre majeurs (TotalEnergies, Shell, Rubis et OLA) continuent à opérer avec d'importants reports de clientèles, au prix fixé avant la crise, et donc avec des pertes non compensées par le fonds de compensation. Rubis est le troisième distributeur du pays, avec une part de marché d'environ 8,5 % et un réseau d'environ 240 stations. L'entreprise française a investi 500 MUSD dans le pays, avec le rachat en 2019 de trois réseaux de stations-services (*Kenol, Kobil et Gulf Energy*) et investit tous les ans plus de 25 MUSD pour les rénover, devenant ainsi un des principaux investisseurs dans le pays. Selon les statistiques de la CBK, la France est le 5<sup>e</sup> investisseur au Kenya en termes d'IDE, derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni, Maurice et l'Afrique du sud.

### Kenya Airways en défaut de paiement pour un prêt de 199,5 MEUR

Kenya Airways (KQ) n'a pas payé les intérêts d'un prêt de 25 Mds KES (199,5 MEUR) contracté auprès de l'État pour l'aider à surmonter les perturbations du Covid-19. L'État a prêté à KQ 11 Mds KES (environ 87,8 MEUR) en 2020 et a avancé la deuxième tranche de prêts d'actionnaires d'un montant de 14 Mds KES (11,7 MEUR) l'année dernière pour permettre à la compagnie aérienne de maintenir ses opérations pendant et après les perturbations du Covid-19. Le gouvernement est l'actionnaire principal de KQ avec une participation de 48,9 %, le défaut de paiement a donc incité KQ à demander une dérogation au gouvernement pour reporter les intérêts impayés sur le prêt d'actionnaire. La demande a été accordée. Cette affaire met en évidence le surendettement qui frappe la compagnie aérienne depuis longtemps. KQ n'a pas non plus respecté les clauses de ses autres prêts, notamment ceux de la Banque africaine d'import-export, de *Citibank NA* et de *JP Morgan NA*.

## Proposition de la Kenya Revenue Authority sur un dépôt de taxe de 50 % lors d'un appel

La Kenya Revenue Authority (KRA) vient de faire une proposition exigeant que les entreprises et les particuliers déposent la moitié des demandes d'impôts formulées par la KRA avant de porter le litige de l'*appeals tribunal* à la Haute cour. Le secrétaire du Cabinet du Trésor, Ukur Yatani, a déclaré que les changements proposés visaient à encourager les règlements extra-judiciaires pour une résolution plus rapide des procès, dans le but de débloquer des milliards de shillings qui y sont bloqués. Selon le *Business Daily*, des experts fiscaux ont soulevé des questions constitutionnelles sur la proposition, affirmant que l'amendement potentiel de la loi sur le *Tax Appeals Tribunal Act* reviendrait à priver les individus / entreprises incapables de lever 50 % des impôts contestés, le droit d'appel, contrairement à la section 50 de la Constitution, et usurperait également les pouvoirs de la Haute cour. Le commissaire adjoint de la KRA chargé de la politique d'entreprises, qui est également vice-président de la commission du budget au Trésor, a défendu la proposition, affirmant qu'elle était le résultat d'une analyse des tendances dans les processus d'arbitrage fiscal qui durent jusqu'à 20 ans.

## Achèvement de la construction de l'unité 6 de la centrale géothermique d'Olkaria I

KenGen (*Kenya Electricity Generating Company*), entreprise de production d'électricité détenue à 70 % par l'Etat kenyan, a annoncé l'achèvement de la construction de l'unité 6 de la centrale géothermique d'Olkaria I (83 MW). Construite par l'entreprise japonaise *Marubeni Corporation*, elle entrera en service en juin 2022, après les phases de tests de fiabilité de la turbine, conçue par le japonais *Fuji Electric Global*. La production de la centrale viendra alimenter le réseau électrique national dans lequel la géothermie représente près de 50 % de

la production d'électricité. Les 83,3 MW supplémentaires fournis s'ajoutent aux 828 MW de capacités géothermiques déjà installées, et contribuera ainsi à l'atteinte de l'objectif d'une production électrique issue intégralement des énergies renouvelables d'ici 2030.

## Madagascar

### L'agence Standard & Poors accorde la notation inaugurale B- pour les emprunts à long terme à Madagascar

L'agence *Standard & Poors* a décidé le 11 avril d'accorder une notation inaugurale B- pour les emprunts à long terme en monnaie locale à la République de Madagascar, avec perspectives positives. Selon le ministère de l'Economie et des Finances, la notation reflète le niveau modéré de la dette publique du pays, notamment soutenue par le FMI dans le cadre du programme de Facilité élargie de crédit (FEC). La dette publique malgache pourrait légèrement baisser à 52,9 % du PIB en 2022 (contre 53,1 % en 2021).

### Reprise des vols internationaux vers Madagascar

Le ministère malgache des Transports a annoncé le 8 avril avoir autorisé plusieurs compagnies aériennes à effectuer des liaisons vers Madagascar, dans le cadre de la reprise des vols internationaux. Il s'agit d'*Air France* (vols passagers et vols cargos entre Paris et Tananarive), de *Madagascar Airlines* (vols de Tananarive vers Paris et La Réunion à partir du 20 avril), d'*Air Austral* (vols de La Réunion vers Tananarive, *Tamatave* et *Nosy-Be*), de sa filiale *Ewa Air* (vols de *Mayotte* vers *Diego Suarez*, *Majunga* et *Nosy-Be*), d'*Air Mauritius* (vols entre Port-Louis et Tananarive). Les vols charters de l'italien *Neos* ont repris le 13 avril. *Ethiopian Airlines* effectue des vols cargos entre Addis Abeba et Tananarive.

## Maurice

### Airport Holdings Ltd acquiert de 99,8% des parts d'Air Mauritius

La société publique *Airport Holdings Ltd (AHL)*, créée en août 2021, a complété fin mars la nationalisation de la compagnie *Air Mauritius* (99,84 %) suite à un processus de rachat débuté en octobre 2021. AHL est détenue à 51 % par le gouvernement mauricien et à 49 % par la *Mauritius Investment Corporation (MIC)*, filiale de la Banque de Maurice). L'actionnariat d'*Air Mauritius* était auparavant à 72 % public. La compagnie s'est retirée du *Stock Exchange of Mauritius* le 31 mars 2022. Elle compte désormais une flotte de neuf appareils (contre quinze avant sa restructuration) : quatre *Airbus A350-900*, trois *ATR72-500*, et deux *Airbus A330-900neo*.

## Ouganda

### Mise en service de la centrale hydroélectrique de Nyamwamba II

La nouvelle centrale hydroélectrique *Nyamwamba II* (7,8 MW) vient d'entrer en service dans le district de Kasese, dans l'ouest de l'Ouganda, alors que les travaux avaient démarré en 2019. Elle est exploitée par *Serengeti Energy*, un producteur d'électricité indépendant (IPP) basé à Nairobi, également responsable de la centrale hydroélectrique de *Nyamwamba I* située en amont (9,2 MW). Selon l'exploitant, la nouvelle centrale sera capable de fournir de l'électricité à 161 000 foyers ougandais et permettra la création de 25 emplois durant la phase d'exploitation. L'électricité produite par *Nyamwamba II* sera vendue à *Uganda Electricity Transmission Company Limited (UETCL)* et injectée dans le réseau national à partir de la sous station de Nkenda, point névralgique de l'alimentation électrique pour de nombreux

industriels basés dans l'ouest du pays. Ce projet, dont l'investissement s'élevait à 22 MUSD, a été financé par un prêt d'*Emerging Africa Infrastructure (EAIF)* – une structure qui appartient à l'organisation multi-bailleurs *Private Infrastructure Development Group* – et soutenu par la Facilité Régionale de Soutien à la Liquidité (RLSF), initiative conjointe de l'agence de développement allemande (KfW) et l'agence pour le commerce en Afrique (ACA) qui vise à apporter un instrument de garantie aux IPPs pour pallier aux risques de liquidités. Cette centrale devrait contribuer à renforcer la part de production électrique renouvelable du pays - qui s'élève déjà à 90 % - dans un contexte où la production électrique (hydroélectricité et géothermie) a été réduite au profit de la production thermique en fin d'année 2021.

### Hausse de 9,7 % des prix des produits alimentaires

Selon les données de l'*Uganda Bureau of Statistics (Ubos)*, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 9,7 % entre janvier 2021 et janvier 2022. Cette hausse est la conséquence des hausses enregistrées en septembre (8 %), octobre (7,8 %) et novembre (7,5 %), résultant elles-mêmes d'un pic de la demande consécutif à la levée des restrictions liées au Covid-19. L'augmentation était principalement due à une flambée des prix des produits animaliers (32,1 %), devant les produits agricoles (9,6 %) et les produits forestiers (7,8 %). Les principales augmentations concernent les céréales (16,3 %), le tabac (59,6 %), les bananes et les plantains (17,9 %) et les fruits tropicaux (12,8 %), les graines oléagineuses (8,4 %). Des baisses de prix sont aussi observées : riz (-9,7 %), agrumes (-13,4 %), légumes à feuilles (-9,1 %), légumineuses (-13,6 %) et légumes-fruits (-9,8 %). Au total, la hausse des prix s'est poursuivie en mars, entraînant une augmentation de l'inflation, qui a atteint 3,6 % au cours du mois, contre 3,1 % en février 2022.

## Promotion par UNBS des cours sur les normes de qualité dans tout le pays

UNBS (*Uganda National Bureau of Standards*) a signé un protocole d'accord avec l'*Uganda Christian University (UCU)* pour créer des modules de cours sur les normes de qualité, qui seront répliqués à terme à toutes les universités du pays. Dans l'accord, UCU fonctionnera comme une agence de recherche et fournira à UNBS les données de recherche nécessaires à la normalisation des programmes d'études, des stages d'étudiants, des programmes de mentorats et des formations au niveau national. Afin de comprendre les critères de certification d'un produit, l'accord comprend le rattachement des étudiants d'UCU aux laboratoires internationalement accrédités de UNBS ainsi que la formation à l'analyse de la qualité d'échantillons de produits et des aspects de sécurité et de qualité. Le partenariat, et sa duplication, vont accroître le niveau de capital humain dans le pays. En connaissant les normes de qualité, les futurs innovateurs ougandais pourront créer des produits durables, destinés au marché local et international. L'essor d'une culture de normes et de qualité devrait permettre au pays d'améliorer la compétitivité de ses produits et de développer ses exportations.

## Rwanda

### Les propriétés commerciales sont en tête des prêts non performants

Dans sa déclaration sur la politique monétaire et la stabilité financière du Rwanda, la Banque centrale a indiqué que les propriétés commerciales sont en tête des industries ayant le plus haut ratio de prêts non performants (*NPLs*), avec un ratio de 19,1% en décembre 2021. La crise du Covid explique cette situation car la plupart des immeubles commerciaux n'ont pas été en mesure de percevoir des loyers ou ont

perdu leurs locataires, ce qui les a conduits à ne pas payer leurs prêts dus. Tout secteur confondu, le ratio *NPLs* a légèrement augmenté en 2021, passant de 4,5% en 2020 à 4,6% en 2021. L'encours des *NPLs* a augmenté de 19%, passant de 133 MUSD en 2020 à 158 MUSD. Cependant, ce ratio *NPL* est en baisse par rapport aux 5,4% enregistrés au cours des trois trimestres précédents de 2021, ce qui reflète la croissance plus élevée des prêts bruts par rapport à la croissance des *NPLs* ainsi que l'abandon significatif des prêts en souffrance. En 2021, les banques ont annulé des prêts pour un montant de 75 MUSD, contre 22 MUSD en 2020.

## Seychelles

Pas de brève cette semaine

## Somalie

Pas de brève cette semaine

## Soudan

### Augmentation de l'inflation et appréciation du SDG

Après une baisse consécutive, mois par mois, depuis juillet 2021 où elle avait atteint 422% en glissement annuel (g.a), l'inflation a de nouveau augmenté en mars à 263,6% (après 258,4 en février). Dans le même temps, et après avoir connu une période de volatilité où il avait atteint 700 SDG/USD, ce dernier s'est apprécié et stabilisé à 570 SDG/USD, sur le marché parallèle comme officiel. D'un autre côté, la Banque centrale continue toujours à satisfaire les demandes des importateurs en devises.

## Reprise des financements arabes des projets vitaux au Soudan

A l'issue des réunions des institutions financières arabes et du Fonds monétaire arabe qui se sont tenues à Djeddah du 4 au 9 avril, le ministre des Finances a annoncé sa satisfaction par rapport aux résultats obtenus en ce qui concerne le traitement des arriérés du Soudan envers les institutions financières arabes. D'après le ministre, qui a présidé la délégation du Soudan dans les réunions, il a été convenu d'entamer des discussions en vue du rééchelonnement des arriérés du Soudan et la reprise des financements gelés des projets vitaux notamment dans les domaines de l'eau, de la santé et de l'électricité. En marge de ces réunions, le gouverneur de la Banque centrale a discuté avec ses homologues saoudiens et émiratis de la coopération entre leurs institutions respectives et la Banque centrale du Soudan.

## Soudan du Sud

### Modernisation du port de Djouba

Lors du lancement de la première barge d'hébergement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), le ministre des Transports a révélé les plans du gouvernement visant à moderniser le port de Djouba et d'autres ports, conformément aux normes internationales. Madut Beir Yel, le ministre, a déclaré que la modernisation du port faciliterait la circulation des personnes et des marchandises le long du Nil ainsi que les échanges avec les pays voisins et les créations d'emplois et d'opportunités commerciales. Le développement du port réduira les coûts du transport, attirera des investissements et développera l'économie du pays.

### Réunions de sensibilisation des parlementaires sur le protocole du

## marché commun de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)

Présents à l'Assemblée législative d'Afrique de l'Est (EALA), les parlementaires sud-soudanais ont lancé le 6 avril un programme de sensibilisation sur le protocole établissant le marché commun de la Communauté d'Afrique de l'Est. Les objectifs des réunions de sensibilisation, qui doivent s'étendre sur une semaine, sont de sensibiliser la communauté des affaires sur l'intégration globale, les réalisations et défis et sur ce qui doit être fait pour la réalisation d'un marché commun pleinement fonctionnel. Le Protocole sur l'établissement du marché commun de la Communauté d'Afrique de l'Est, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2010 (cinq ans après le premier pilier, l'Union douanière), dans le but de stimuler la croissance de la CAE par la libre circulation des biens, des services, de la main-d'œuvre et des capitaux dans la région. Selon Thomas Dut, Président de la section du Sud-Soudan à l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est, le Sud-Soudan a beaucoup à gagner de ce nouveau développement qui permettrait de stimuler les échanges entre Etats membres. Lado Lukak Legge, le vice-président de la Chambre de commerce du Sud-Soudan, espère aussi favoriser les exportations sud-soudanaises vers ses voisins, grâce à une réduction des droits payés par les exportateurs sud-soudanais.

### Lancement du premier service de transfert de fonds international sur la plateforme *m-Gurush*

La société *Trinity Technologies Limited* en partenariat avec *Zain*, a lancé le 7 avril à Djouba, son premier service de transfert de fonds international sur sa plateforme de mobile money, *m-Gurush*. Ce service permettra aux clients d'envoyer et de recevoir de l'argent vers et à partir de plusieurs pays africains mais également de l'Inde, la Chine et le Pakistan. Johnny Ohisa, premier vice-gouverneur de la

Banque centrale, a déclaré que la Banque centrale travaillerait avec *National Communication Authority (NCA)* pour lever des taxes sur les téléphones portables afin d'inciter la population à utiliser le service *m-Gurush*, et le rendre plus inclusif. M. Ohisa a également indiqué que le pays souhaitait rejoindre le système de paiement d'Afrique de l'Est pour établir un système de paiement national, dans le but de favoriser la stabilité du secteur financier et la croissance économique dans le pays. Le directeur général de NCA, Adok Napoleon, a déclaré que l'analphabétisme en matière de sécurité est un obstacle majeur au développement du secteur de la communication dans le pays, ce qui nécessite des efforts collectifs tant au niveau de la réglementation qu'au niveau des fournisseurs de services pour lever les doutes et appréhensions des utilisateurs. Lancé en 2019, *m-Gurush* dispose d'un large réseau d'agents à travers le Soudan du Sud pour permettre aux clients de s'inscrire, de déposer et de retirer de l'argent.

## Tanzanie

### Un accord de coopération signé entre la JICA et le gouvernement pour décongestionner Dar es Salam

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le gouvernement tanzanien ont signé un accord de coopération pour un projet visant à décongestionner la capitale commerciale. Intitulé *Transit-Oriented Development for Dar es Salam*, le projet a pour objectifs de : i) renforcer la capacité des institutions à l'utilisation de la méthodologie de développement axé sur les transports (assistance technique, formations) ; ii) d'améliorer l'accès aux stations BRT et aux informations du réseau de bus (itinéraires, fréquence, durée de fonctionnement) ; iii) renforcer la connectivité avec d'autres modes de transport aux niveaux des stations et iv) établir des mécanismes de

coordination pour la planification et la mise en œuvre des réseaux de transport. Le projet sera mis en œuvre conjointement par la JICA et le gouvernement sur 36 mois, entre juin 2022 et mai 2025.

### Hausse des prix des carburants et conséquence sur l'inflation

Conséquence du choc d'offre externe que constitue la guerre en Ukraine, la Tanzanie affiche, depuis le 6 avril 2022, des prix à la pompe en hausse : à Dar es Salam, un litre de pétrole coûterait désormais 2861 TZS (1,23 USD ; +12,65%). Pour le diesel et le kérosène, le litre se vendrait respectivement à 2692 TZS (1,16 USD ; +12%) et 2682 TZS (1,15 USD ; +21%). Dans certaines régions comme Kagera, la hausse des prix du carburant est encore plus importante du fait des coûts de transport supplémentaires vers ces régions. Ces nouveaux prix intègrent la taxe de 100 TZS sur chaque litre d'essence, de diesel et de kérosène (soit 0.04 EUR sur un litre à 1 EUR) réinstaurée par la présidente tanzanienne la semaine dernière malgré sa suspension au début du mois de mars. La Banque centrale tanzanienne ne rapporte pas encore d'augmentation de l'inflation malgré une tendance haussière des prix du carburant et des denrées alimentaires : pour le mois de mars 2022, l'inflation globale sur douze mois se serait établie à 3,6% contre 3,7% en février et 4% en janvier de la même année.

### Port de Dar es Salam : priorité à la décongestion

Lors de la réception, le 8 avril 2022, du plus gros cargo jamais accosté au port de Dar es Salam (contenant 4041 véhicules en provenance du Japon), le ministre des Travaux publics, des Transport et des Communications tanzanien a annoncé plusieurs mesures qui pourraient favoriser la décongestion du port. Premièrement, il a demandé à l'Autorité des ports de Tanzanie (*TPA, Tanzania Port Authority*) de systématiser l'usage des zones de stockage temporaire que constituent les dépôts de conteneurs intérieurs

(ICD) et la zone de parking (capacité de 6000 véhicules), afin de libérer de l'espace dans le port pour le déchargement des marchandises. Il a également rappelé les directives de la présidente tanzanienne imposant que tous les véhicules soient inspectés avant l'importation (et non pas à l'arrivée comme pratiqué depuis février 2021) afin de fluidifier le transit des marchandises. Le temps d'attente des navires au mouillage demeure un problème majeur dans le port de Dar es Salam, malgré une amélioration observée depuis la fin d'année 2021 (le délai d'attente moyen serait passé de 21 à 11 jours).



## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : [quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

[anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

[suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)